

DEFIS DE LA BONNE GOUVERNANCE AU SAHEL

Issa Seidi Aboubacar

Enseignant vacataire à l'UAM de Niamey (Niger)

issasediaboubacar@yahoo.fr

Résumé

Le Sahel, du fait de sa position géostratégique, fait face aujourd'hui à d'énormes défis qui le plongent dans une certaine insécurité qu'il faut relever, au plus vite. Il s'agit, entre autres, de la secte-islamo terroriste Boko Haram, de la pandémie Covid 19 qui a stoppé, tant soit peu, les transactions économiques de ses régions, d'une pluviométrie décroissante qui a englouti les terres sabéliennes dans une sécheresse extrême et presque irrémédiable, et sans oublier, du retour de la colonisation sous une autre forme qui vise à métayer encore les anciennes colonies africaines françaises de l'essentiel de leurs ressources minières énergétiques propices à leur développement industriel fiable et durable. Mais dans quel sens et dans quelle mesure est-il possible d'envisager et de mettre en œuvre des perspectives et des stratégies de développement économique fécond au Sahel, en vue de relancer sa croissance économique durable ? Le Sahel peut-il se développer sans la prétendue aide de son ancienne colonisatrice, la France ? Pour être au clair avec toutes ces interrogations, il serait intéressant de retracer méticuleusement les conditions historiques et économiques de l'émergence du Sahel, les crises sécuritaires qui le secouent ces dernières années avant de voir, désormais, les voies qui s'ouvrent devant lui pour déclencher son progrès économique viable et pérenne, et la prospérité de ses populations. La démarche est autant descriptive, analytique que critique pour mieux appréhender les causes principales de l'insurrection djihadiste au Sahel avant d'envisager des perspectives fiables d'un développement humain durable.

Mots clés : Durable, fiable, géostratégique, métayer et progrès.

Abstract

The Sahel, because of its geostrategic position, is currently facing enormous challenges that are plunging it into a certain insecurity that must be addressed as soon as possible. These include, among others, the terrorist Islamist sect Boko Haram, the Covid 19 pandemic which has halted, however slightly, economic transactions in its regions, decreasing rainfall which has engulfed the Sabelian lands in a extreme and almost irremediable drought, and without forgetting the return of colonization in another form which aims to still sharecrop the former French African colonies with the bulk of their energy mining resources conducive to their reliable and sustainable industrial development. But in what sense and to what extent is it possible to envisage and implement prospects and strategies for fruitful economic development in the Sahel with a view to reviving its sustainable economic growth? Can the Sahel develop without the help of its former colonizer, France? To be clear with all these questions, it would be interesting to meticulously retrace the historical and economic conditions of the emergence of the Sahel, the security crises that have shaken it in recent years before seeing, from now on, the paths that are opening up before it, for its lasting and viable economic progress, and the prosperity of its populations. The approach is as descriptive, analytical as it is critical to better understand why the Sahel is being taken over by the jihadist insurrection before considering reliable prospects for viable and sustainable development.

Keywords: Sustainable, Reliable, Geostrategic, Sharecropper and Progress.

Introduction

Le Sahel, du fait de sa position géopolitique, traverse une insécurité due à l'insurrection djihadiste, à la pandémie Covid 19 qui a stoppé, tant soit peu, les transactions économiques de ses régions, d'une pluviométrie décroissante qui a dangereusement englouti quelques terres sahéliennes cultivables dans une sécheresse presque irrémédiable, et sans oublier, du retour de la colonisation sous une autre forme qui vise à métayer continuellement les anciennes colonies africaines françaises de l'essentiel de leurs ressources minières énergétiques propices à leur développement industriel durable. L'ampleur que prennent ces crises sécuritaires amène les chefs d'Etats et toutes les populations à réfléchir sur les perspectives positives permettant de les pallier pour ne pas perdre de vue le contrôle et la mainmise sur leurs richesses minières et l'intégrité de leurs frontières territoriales. Mais dans quel sens et dans quelle mesure est-il possible d'envisager des perspectives et de stratégies de développement humain et économique fécond et durable au Sahel ? Le Sahel peut-il se développer et prospérer sans la prétendue aide de son ancienne colonisatrice et de l'ordre économique mondial dominant ? Pour être au clair avec toutes ces interrogations, il est nécessaire de retracer méticuleusement les conditions historiques et économiques de l'émergence du Sahel, les crises sociopolitiques qui affectent le bien-être de ses populations et paralysent les efforts de ses dirigeants dans la lutte contre l'incursion djihadiste, les mauvaises pratiques sociales, le pillage de ses richesses naturelles découvertes récemment nécessaires à son développement industriel viable et durable avant de voir, désormais, les voies de sortie de ces crises qui s'ouvrent devant lui en vue de relancer sa croissance économique durable et la prospérité de ses populations.

1. Les enjeux géopolitiques au Sahel

Le Sahel, du fait de sa position géopolitique, repose sur une quantité énorme de ressources minières énergétiques à savoir l'or, l'uranium, le pétrole, le fer, le cuivre, le phosphate et l'étain. Ces richesses naturelles suscitées font, de nos jours, du Sahel une zone continentale géopolitique la plus convoitée par les grandes puissances mondiales nucléaires. Autrement dit, le Sahel dispose des atouts naturels, rares et recherchés par d'autres pays, condition indispensable à leur développement industriel et économique durable. Cependant,

ses atouts naturels ne représentent pas un enjeu capital dans l'économie de base des pays sahéliens d'autant plus qu'ils ne peuvent pas les exploiter et les mettre eux-mêmes en valeur en vue de réaliser leur croissance économique durable et le bien-être de leurs populations non pas par manque de moyens techniques, mais à cause de leur dépendance vis-à-vis de leur ancienne colonisatrice, la France.

La crise sécuritaire que traverse le Sahel est liée à la mauvaise gouvernance politique de ses dirigeants, l'incursion djihadiste et au retour du néocolonialisme qui vise à exploiter à sa guise ses ressources minières énergétiques. Cette situation sociopolitique désastreuse entrave à la fois la croissance économique durable et la prospérité de pays sahéliens. En effet, le néocolonialisme occidental constitue, en Afrique subsaharienne, un obstacle redoutable à la possibilité d'asseoir des bases matérielles réelles, solides et fiables en vue de relancer sa croissance économique viable et durable. L'Afrique subsaharienne peine à relancer son développement économique fiable et durable, parce qu'elle est sujette à l'emprise néocolonialiste occidentale, plus précisément, au bon vouloir de la France. La question qui se pose, dans le contexte actuel de mutation et de crises sociopolitiques qui minent le bien-être des peuples africains, consiste à savoir quels enjeux ces ressources minières énergétiques représentent-elles pour les pays sahéliens ? Autrement dit, dans quelle perspective est-il possible pour ces pays en voie de développement de tirer aussi le meilleur profit de leurs richesses minières énergétiques ?

1.1. Crises sécuritaires au Sahel

L'incursion djihadiste a, à la suite de la chute du guide libyen, développé la prolifération de la drogue, à travers des bandits armés de tous genres, qui opèrent à leur merci, tout au long du désert du Sahara. L'insurrection djihadiste a créé un no man 'land dans la bande saharo-sahélienne inimaginable qu'il faut pallier, au plus vite, pour faciliter la libre circulation des biens et des personnes et le retour de l'accalmie et de la paix d'autan. Ce mouvement révolutionnaire de la secte-islamo terroriste Boko Haram entend, semble-t-il, créer un Califat sur l'étendue de l'ancien empire du Kanem-Bornou afin de le reconquérir. Mais à l'analyser de près, la secte-islamo terroriste Boko Harm n'a rien de commun avec l'islam tel qu'enseigné par son Prophète messenger, Mohamed. Car l'islam authentique se veut, faut-il le noter, un projet de société qui vise la réalisation d'une communauté du destin moral de

l'humanité. Et le djihad, tel que recommandé à l'époque du Prophète Mohamed, consistait à mener une guerre sainte en vue de faire valoir l'existence et l'unicité de Dieu, comme le seul maître et ultime législateur de l'univers.

Cependant, tel que recommandé, de nos jours, le djihad doit se pratiquer sur soi-même mais de trois manières qui sont d'ailleurs toutes non violentes contrairement à ce que pensent certains esprits ambitieux qui considèrent l'islam comme une religion du terrorisme. Par ailleurs, parlant de ces pratiques djihadistes recommandées, la première consiste à lutter contre l'athéisme par voie de prêches, la deuxième vise à faire valoir l'enseignement et le rayonnement de l'islam, à travers le respect strict de ses principes et lois coraniques. Et la troisième, quant à elle, exhorte à faire valoir la charité et la bienveillance vis-à-vis de ses frères et sœurs musulmans et surtout à l'égard de ses adeptes les plus nécessiteux. Globalement, le djihad consiste à réaliser des bonnes œuvres dans le champ de l'islam. Vu sous cet angle, l'islam s'oppose à l'extrémisme et au fanatisme. Car ce dernier mène à la violence, et la violence, quant à elle, conduit à la désunion et au conflit entre les hommes vivant ensemble sur un même territoire mais unis par un destin commun.

L'extrémisme religieux est source de discorde sociale. Faut-il encore rappeler que le djihad comme guerre sainte a été d'ailleurs défendu par le Prophète Mohamed messager de son vivant. Aucune religion de Dieu ne prône le désordre, l'anarchie, la terreur, encore moins, ne cautionne les attentats perpétrés dans les communautés des croyants. D'une certaine manière, le judaïsme, le christianisme et l'islam constituent tous trois une seule et même religion de Dieu, mais relevées à des temporalités et espaces différents. Il n'y a point de contrainte en islam. Ce dernier prône les valeurs clés du « *vivre-ensemble* » : la fraternité, la solidarité, l'hospitalité, la compassion et le bien social. Or, la secte-islamo terroriste Boko Haram sape ces valeurs, terrifie et contraint les innocents les plus meurtris à s'acquitter des impôts s'élevant à des centaines de milles voire à des millions de francs CFA pour satisfaire leurs passions sordides et irraisonnées.

Le mot "terrorisme" vient du vocable terreur. Il se perçoit comme l'usage de la violence envers les humains. De par son mode opératoire, la secte-islamo terroriste Boko Haram s'insurge contre l'enseignement des valeurs occidentales telles qu'enseignées, à travers l'école, c'est-à-dire par le canal de l'éducation formelle. Car le Boko, dans la langue haoussa, veut dire école, et Haram désigne ce qui est banni par

l'islam, ce qui s'oppose à la charia, c'est-à-dire à la loi divine. L'haoussa est, précise-t-on, une des langues les plus parlées, au Niger tout comme au Nigéria. Nombre de fanatiques musulmans se proclamant djihadistes n'investissent le djihad que pour défendre leurs fins politico-religieuses ou idéologiques. Car, tel qu'il est mené au Sahel, le djihad va diamétralement à l'encontre des fondamentaux et des impératifs de l'islam authentique, sinon, il va au travers de la révolution épistémique de l'islam qui, de part en part, envahit presque toutes les villes sahéliennes. Par ses opérations menées sur les frontières territoriales sahéliennes, la secte-islamo terroriste Boko Haram sape donc le flux migratoire et le processus de démocratisation en Afrique subsaharienne.

A proprement parler, l'islam cultive et prône les vertus essentielles du « *vivre-ensemble* », autrement dit les mêmes valeurs prônées également par l'Etat de droit démocratique : la dignité, la solidarité, la tolérance et le bien social. Au-delà de ces valeurs susmentionnées, l'islam cultive la tolérance, encourage l'entraide et l'hospitalité réciproque entre les hommes. Autant dire que l'islam est une religion de paix du fait qu'il rassemble et dirige des hommes de races, d'ethnies et de cultures diverses autour de l'observance des préceptes de Dieu, alors que, la secte-islamo terroriste Boko Haram sème le désordre, l'anarchie, la terreur, l'insécurité et l'instabilité dans les communautés sahéliennes qui sont pourtant majoritairement musulmanes. La secte-islamo terroriste Boko Haram opère donc par des manières de faire qui sont différentes de celles de l'islam.

L'islam illumine les cœurs des hommes, les protège de mauvais sorts, tandis que la secte-islamo terroriste Boko Haram terrorise leurs frères et sœurs, brûle leurs marchés et villages entiers, tue et kidnappe hommes, femmes et enfants. Les djihadistes violent sans foi ni loi les jeunes filles et les femmes mariées kidnappées. Ils rançonnent, par ses opérations, tant en espèce qu'en nature les populations les plus vulnérables et les plus meurtries des villages reculés du Niger, du Mali, du Burkina Faso et dans le nord-est du Nigéria et du Bénin. Alors que l'islam est une ouverture à l'humanisme, la sagesse et la morale, la secte Boko Haram offre aux pays vulnérables le spectacle le plus affligeant du déchainement du fanatisme religieux et des ambitions politiques et idéologiques irraisonnées. L'islam est, si l'on veut, une philosophie sociale, une philosophie qui régleme le comportement de l'homme, pris individuellement, et légifère l'être de la société tout entière. Autrement dit, il montre la voie, la manière dont la société se doit d'être

en vue de promouvoir la fraternité, la tolérance, l'hospitalité, l'harmonie et l'unité entre tous les frères et sœurs musulmans, d'autant plus qu'ils proviennent tous d'un même ancêtre génétique. Mieux, l'islam est une éthique sociale, une éthique qui règle et resserre les rapports de soi aux autres dans un climat de solidarité, de paix et de prospérité en vue de faire valoir le bien social.

Loin d'instaurer la charia ou la loi islamique dans la bande saharo-sahélienne, la secte-islamo terroriste Boko Haram y a créé un no mans 'land inimaginable et presque irrémédiable. Cette incursion djihadiste s'est dangereusement accentuée au Sahel, ces dernières anciennes, à la suite de la chute du guide libyen Mouammar Kadhafi et, à travers les narcotrafiants de MUJAO (mouvement qui lutte pour l'unicité de Dieu et le djihad), en 2013, et des bandits armés de tous genres opérant à leur merci dans la bande saharo-sahélienne. D'où la nécessité de réfléchir sur les voies de sortie du Sahel de cette incursion djihadiste paralysant les efforts des pouvoirs politiques et des ONG (organisations non gouvernementales), qui œuvrent également dans la lutte contre l'accroissement du désert au Sahara et pour la mise en chantier des projets d'aménagements hydroagricoles visant à réduire la famine et la pauvreté. Parlant toujours de l'insurrection djihadiste, il y a lieu de noter qu'aucune plateforme revendicative légitime n'est en jeu, au Niger tout comme dans les autres régions du Sahel.

Le pire encore, est que la secte-islamo terroriste Boko Haram, qui était au départ constitué majoritairement de peulhs et des Touaregs, envahit, de part en part, d'autres groupes interethniques de presque tous les pays sahéliens. Cela est dû à la pauvreté, la misère, la marginalisation, l'injustice et l'inégalité sociales accentuées par la mauvaise gouvernance des régimes politiques qui se sont succédés, et la négligence ou l'inefficacité des nouveaux pouvoirs politiques en place à pallier les dérapages de leurs prédécesseurs. La démocratie est un modèle d'organisation sociale d'autant plus ambitieuse qu'elle vise à pallier les cécités des régimes politiques qui se sont succédés. Mais ce sont les hommes politiques qui sapent la réalisation effective de son idéal faute d'intégrité morale, d'instruction politique et du nationalisme. D'où la nécessité de revaloriser l'éducation politique. Car tant que la société n'est pas éduquée et sensibilisée, de manière continue, sur les valeurs essentielles du *«vivre-ensemble»*, les valeurs antidémocratiques tels que les crimes, les attentats de tous genres y seront toujours perpétrés. S'agissant de la bonne gouvernance sociétale, l'exemple de l'Athènes classique doit,

à plus d'un titre, servir de paradigme politique à tout Etat de droit qui vise la bonne gouvernance et la prospérité de son peuple. Selon Moses. I Finley :

La théorie démocratique classique était inspirée par un but extrêmement ambitieux, l'éducation d'un peuple tout entier jusqu'à ce que les capacités intellectuelles, affectives, et morales atteignent leur maximum de développement et que les gens s'unissent, librement et activement, en une communauté authentique. Outre ce but général magnifique, la théorie démocratique classique intègre aussi une stratégie élaborée pour la poursuite de ce but, l'utilisation de l'activité politique et des fonctions gouvernementales dans l'intention d'éduquer le peuple. Gouverner doit être un effort continu pour l'éducation des masses. (Moses I. Finley, 2003 : 80).

Pour réguler ce conflit d'intérêts une reconversion des valeurs s'avère nécessaire. Pour cela, le pouvoir politique doit revoir le système politique de base, puisque les lois politiques sont toujours sujettes à la critique, la révision et la réforme, et aussi parce que l'objectif de toute institution politique qui se veut démocratique consiste à réduire ou à pallier plutôt le creuset d'inégalités et d'injustices tant naturelles que sociales entre les hommes vivant sur un même territoire mais unis par un destin commun. La conversion de valeurs consiste à mettre l'éthique au cœur de valeurs clés du «*vivre-ensemble*». Pour atteindre cet objectif, le pouvoir politique en place se doit de réorganiser le système éducatif de base autour de ces valeurs clés suscitées, et faire de sa croissance économique viable et durable la priorité de ses priorités politiques. En outre, le politique doit songer à la réintégration républicaine de toutes les couches sociales. Si, par ailleurs, une ethnie ou une partie intégrante de la société, s'insurge farouchement contre l'autorité politique établie, dans un Etat démocratique, c'est parce qu'elle est marginalisée.

Par ailleurs, les hommes ont accepté de quitter l'ancien état de nature, état qualifié de sauvage par les théoriciens du *Contrat social*, parce qu'ils avaient confiance au règne de lois positives. En effet, les hommes ont placé leur confiance aux lois politiques qu'ils se sont eux-mêmes prescrites, parce qu'ils les croyaient susceptibles de les protéger contre l'arbitraire du plus fort ou la tyrannie de quelque groupuscule d'individus. Or, les lois politiques ne sont positives que, parce qu'elles sont justes et

le resteront tout le temps que l'Etat est gouverné par l'idée du bien. Les lois politiques ne valent que par ceux qui sont censés de les appliquer à la lettre et de les faire respecter, sans restriction, par tous les citoyens. Un Etat démocratique qui ne peut défendre ses citoyens contre toutes sortes d'attaque ou d'intrusion de nature à perturber l'ordre social les expose au dictat des hors-la-loi. Plutôt que d'œuvrer, sans relâche, à améliorer la gouvernance sociétale certains chefs d'Etats divisent leurs peuples pour mieux régner. L'insurrection djihadiste est, dans une certaine mesure, due à une marginalisation politique.

La gouvernance démocratique ne se réduit pas à réaliser les aspirations de la volonté générale du peuple dans une république, mais bien au contraire, elle vise à réaliser le bien de tous. Car tel que l'explique si bien Thomas Hobbes en ces propos :

Une république est dite instituée quand la multitude d'hommes s'accordent et conviennent par convention ; chacun avec chacun, que quels que soient l'homme ou l'assemblée d'hommes auxquels la majorité donnera le droit de représenter la personne de tous, c'est-à-dire d'être leur représentant, chacun, aussi bien celui qui a voté pour que celui qui a voté contre, autorisera toutes les actions et tous les jugements de cet homme, ou de cette assemblée d'hommes, de la même manière que si c'étaient ses propres actions et jugements, afin que les hommes vivent entre eux dans la paix, et qu'ils soient protégés contre les autres. De cette institution de la république sont dérivés tous les droits et libertés de celui ou de ceux à qui le pouvoir souverain a été conféré par le consentement du peuple assemblé. (Thomas Hobbes, 2015 : 12).

Le pouvoir politique doit, dans tout Etat démocratique, assurer l'égalité, la justice et la paix et la protection de biens de tous les hommes, sinon, il se dégrènerait et s'ouvrirait inéluctablement au désordre, à l'anarchie et à un no mans 'land.

1.2. Défis et perspectives de développement durable au Sahel

Le Sahel est marqué, ces dernières années, par des crises protéiformes dont, entre autres, les attentats perpétrés par la secte-islamo terroriste Boko Haram, le néocolonialisme qui vise à métayer les anciennes colonies africaines françaises de leurs ressources minières

énergétiques tels que l'uranium, l'or, le pétrole, le cuivre, l'étain, le phosphate, richesses rares et propices au développement des centrales électriques et nucléaires dans tout pays qui aspire à la bonne gouvernance sociétale. La crise de croissance économique au Sahel est, en partie, due aux rapports postcoloniaux que ses pays tel que le Niger, le Mali, le Burkina Faso et le Tchad ont jusqu'ici entretenus avec leur ancienne colonisatrice, la France.

Aujourd'hui, le Mali juge nécessaire de couper stratégiquement et économiquement avec son ancienne colonisatrice pour nouer avec la Russie, parce qu'il est déterminé à réaliser son destin politique suivant les aspirations profondes et légitimes de son peuple. Le Mali entame, désormais, des nouveaux rapports partenariaux basés sur les termes d'égalité et d'équité avec la Russie tant dans le domaine sécuritaire que dans le cadre d'extraction et de mise en valeur de l'essentiel de ses ressources minières énergétiques, dans le but de déclencher son développement industriel viable et durable en vue de déclencher sa croissance économique durable, alors que, le Niger continue avec l'ex Métropole, et traite déjà avec d'autres partenaires comme la Turquie qui doit exploiter son aéroport international, nommé Diiori Hamani sur une période de trente années, la Chine qui détient, depuis une décennie le monopole de pomper son pétrole d'Agadem sur une durée de vingt ans, et la société mauritanienne appelée ISTITHMAR West Africa, centrale thermique mise en œuvre à base du pétrole but à Goudel (Niamey), et financée à une somme de soixante-six milliards (66) de FCFA, soit 100, 6 millions d'euro, le 29 avril 2021, pour compenser quatre-vingts neuf (89) mégas d'électricité à la Nigelec, et ce sur une période de quinze années, et sans oublier, son partenariat avec l'Inde qui, bientôt, procédera à la mise à jour de nos NTIC, c'est-à-dire des nouvelles technologies de l'information et de la communication, après que l'ex Métropole, la France, ait pillé pendant longtemps son uranium et cherche, aujourd'hui encore, à réaffirmer sa domination stratégique et militaire dans le Sahel, et ce dans le but de s'appropriier le monopole d'extraction de ces ressources minières énergétiques découvertes récemment, pendant que quelques chefs d'Etats sahéliens envisagent d'entamer des rapports de coopération bilatérale avec des nouvelles puissances mondiales qui semblent plus crédibles et plus prometteuses. La crise de croissance du Sahel est donc liée, en partie, à la soumission de ses pays constitutifs à la volonté politique de leur ancienne colonisatrice, la France.

Outre cela, la privation des sociétés industrielles et la sous-traitance de ses ressources minières énergétiques avec les bailleurs de fonds d'aide internationaux sont les obstacles au développement économique viable et durable dans un pays sous-développé. Or, les moyens de production et d'exploitation locale de ressources énergétiques constituent les bases matérielles et solides sur lesquelles repose le développement économique fiable d'un pays qui vise la prospérité de ses populations. Ainsi, un pays doit, pour se développer et prospérer, disposer de ses propres bases matérielles d'extraction de ses ressources locales ou entamer des relations bilatérales avec les bailleurs de fonds. Aussi, celui-ci doit bénéficier équitablement des avantages de ses transactions de ses richesses naturelles effectuées avec ses partenaires, qu'ils soient communistes ou capitalistes, autrement il se ferait spolier de l'essentiel de ses retombées économiques en faveur de ses partenaires.

La sous-traitance avec les altermondialistes ou les multinationales accroît davantage le sous-développement des pays non encore industrialisés et hypothèque toutes les possibilités d'envisager et d'assurer un avenir judicieux pour leurs jeunes générations. A cet effet, il convient de déplorer la sous-traitance des ressources naturelles essentielles africaines avec les bailleurs comme l'Occident en ce qu'elle surexploite et plonge les pays pauvres du continent africain dans la précarité et la misère accrue. Au nombre des crises qui minent le bien-être du Sahel, l'on peut évoquer la chute du guide libyen Mouammar Kadhafi et d'Itno Idrissa déby qui, à travers la guerre de «*Boboma*», a permis, tant soit peu, de repousser les djihadistes des frontières territoriales Tchad-Niger et Niger-Nigéria. Cela a permis aux nouveaux dirigeants du Burkina Faso Ibrahim Traoré de lui emboîter le pas en vue de recouvrer la sécurité à l'échelle de son territoire.

La chute du guide libyen, le 20 octobre 2011, a été, d'une part, une occasion favorable pour les colonisateurs qui cherchaient à s'approprier stratégiquement le pétrole de la Libye, et a, d'autre part, servi d'issue aux djihadistes et narcotrafiquants de mener sans une opposition militaire fort redoutable leurs opérations sanguinaires, tout au long du désert du Sahara. La chute du guide de la révolution libyenne et de l'Etat tchadien a eu un impact négatif, quant aux enjeux sécuritaires en Ubari Chari (Libye), à Abéché (Tchad) et dans les régions de Diffa, d'Ouallam et de Tillabéry (Niger), la piraterie et le pillage de ressources minières énergétiques dans la bande sahélo saharienne. D'une certaine manière, la chute du guide libyen est l'une des causes principales de la non-réalisation

du projet d'Etats unis d'Afrique, de ce projet politique ambitieux et tant prôné par les indépendantistes africains tels qu'Ahmed Sékou Touré de la Guinée Conakry, Mouammar Kadhafi de la Libye et Thomas Sankara du Burkina Faso pour ne considérer que ceux-là.

Parlant toujours du défi sécuritaire auquel le Sahel est confronté, la France affiche certes sa volonté d'aider les chefs d'Etats sahéliens à combattre l'insécurité perpétrée par les djihadistes. Cependant, l'ambition profonde de celle-ci ne consiste qu'à reconquérir ses anciennes métairies, extrêmement riches en ressources minières et énergétiques, qui visent aujourd'hui à se frayer le chemin de réaliser leur vœu politique profond. Ces enjeux géopolitiques justifient l'installation des bases militaires en Afrique subsaharienne, plus précisément dans les régions du (Niger), de Kidal (Mali) et du Tchad. La conquête de ressources minières énergétiques au Sahel incite et irrite d'ores et déjà la rivalité entre la France et les autres puissances impérialistes citées ci-haut. A vrai dire, ces puissances mondiales visent toutes des intérêts stratégiques, au Niger, au Burkina Faso et au Mali. Ces enjeux géopolitiques poursuivis, sans relâche, par leur ancienne colonisatrice, la France, laissent penser au retour de la colonisation, sous une autre forme en Afrique subsaharienne, dans la mesure où celle-ci continue d'imposer et de décider du sort économique de ses richesses naturelles aux dépens de sa prospérité.

Cependant, pour développer un pays, il ne suffit simplement pas d'y remplacer une puissance impérialiste par une autre. Car, toutes s'équivalent au plan politique. Car, de plus, toutes poursuivent leurs intérêts stratégiques au détriment du bien-être et de la prospérité des peuples africains. La France, elle, exploite à son profit les brèches et les failles laissées par les dirigeants africains qui ne militent que pour se maintenir au pouvoir, et ce selon une période indéterminée contre la volonté générale de leurs peuples. Face à cette exploitation éhontée, arbitraire et continue de ressources minières énergétiques sahéliennes, il est nécessaire de se poser les questions suivantes avant même d'accuser l'extérieur qui continue d'exercer une influence démesurée, autrement dit irraisonnée sur les dirigeants africains qui ne voient plus que leurs intérêts égoïstes : Quel type de gouvernance a-t-il permis aux anciennes puissances colonialistes de perpétuer leur domination sur les pays sahéliens et la spoliation de leurs richesses minières énergétiques ? La révision du rapport partenarial ou la rupture avec l'ex colonisatrice sonne-t-elle la fin de la spoliation et le début de la croissance économique viable et durable en Afrique subsaharienne ?

Le sous-développement de l'Afrique subsaharienne est à l'échelle internationale, pense René Dumont, lié au néocolonialisme occidental :

La tutelle abusive de l'ordre économique dominant, celle de Washington et des autres bailleurs de fonds sans oublier la France, constitue l'obstacle le plus redoutable à la possibilité même de construire une démocratie viable en Afrique. Car on ne lui donne pas grandes chances si on ne l'aide pas à sortir d'une misère accrue, qui devrait nous faire grande honte. (René Dumont, 1991 : 11)

L'objectif visé aujourd'hui par l'Occident, à travers ses rapports dits partenariaux entretenus jusqu'ici avec ses anciennes colonies africaines est de les recoloniser. Dans ce contexte, l'ex président français Jacques Chirac ne déclarait-il pas en ces propos : *«La France n'a pas d'amis, mais des intérêts.»* La France, en l'occurrence, ne milite que pour faire valoir ses seuls intérêts stratégiques. Le néocolonialisme occidental et la cupidité de dirigeants africains qui militent pour préserver leur pouvoir et retombées économiques sont, somme toute, les facteurs qui expliquent le blocage réel de la croissance économique viable et durable en Afrique subsaharienne. Ainsi, tel que le précise René Dumont :

En tête des responsabilités extérieures en Afrique francophone vient la France. Elle a cherché depuis l'indépendance à installer et à maintenir au pouvoir des équipes acceptant, de fait, la prééminence économique (sinon même politique) de l'ex-métropole. (René Dumont, 1991 : 209) :

2. Mécanismes de gestion des ressources minières au Sahel

Les pays sahéliens disposent d'énormes richesses naturelles favorables à développement économique et industriel pérenne. Mais faute d'équipement de base d'extraction et de mise en valeur de leurs ressources minières énergétiques ces pays se font toujours spolier par leurs anciens colonisateurs et d'autres bailleurs de fond comme la Chine, à travers leurs rapports partenariaux. Ces ressources naturelles telles que l'uranium, le pétrole, le phosphate, le cuivre et l'étain doivent contribuer à relancer plutôt la croissance économique durable de l'Afrique subsaharienne. La spoliation abusive et incessante de ces richesses

naturelles par l'Occident et la cupidité de certains chefs d'Etat africains qui militent pour préserver leur pouvoir et retombées économiques sont les obstacles du développement économique durable du continent africain. En d'autres termes, le sous-développement du Sahel se justifie par le manque d'intégrité de dirigeants africains et l'ingérence incessante de l'Occident dans les affaires politiques africaines. Le manque de nationalisme ou de patriotisme et le clientélisme politique sont, à l'échelle nationale, les obstacles qui entravent le développement social et économique durable de l'Afrique subsaharienne.

Or, la bonne gouvernance consiste, dans un Etat démocratique, à gérer de manière vertueuse et rationnelle les ressources du sous-sol rares et non renouvelables du pays en vue de garantir aussi l'avenir de ses futures générations et sa croissance économique durable. Dans ce sens, écrit Jonas Hans : «...*Nous n'avons pas le droit de choisir le non-être des générations futures à cause de l'être de la génération actuelle et que nous n'avons même pas le droit de le risquer...*». (Jonas Hans, 1990 : 31) La bonne gouvernance nécessite l'éducation de toutes les couches sociales sur les rouages et principes clés de l'Etat de droit démocratique. A cet effet, René Dumont fait savoir que :

La priorité à l'éducation a une valeur économique, car on ne modernise pas un pays sans un minimum généralisé d'éducation et de connaissances. C'est aussi une priorité politique, car toute démocratie vraie requiert une masse éduquée plus intelligemment que jusqu'ici. (René Dumont, 1991 : 257)

2.1. La révision du rapport partenarial entre les pays sahéliens et l'ex Métropole

Il est grand temps aujourd'hui pour les chefs d'Etats de pays sahéliens de prendre conscience qu'ils sont eux-mêmes artisans de leur destin. La rupture de l'Etat malien avec son ancienne colonisatrice et sa coopération avec la Russie redonnent au peuple malien une lueur d'espoir quant à la stabilité sociale et l'avenir d'un nouvel ordre politique. La rupture ou la révision du rapport partenarial entre l'Occident et l'Afrique subsaharienne est inéluctable, parce qu'il la spolie de l'essentiel de ses richesses naturelles au lieu de l'aider à réaliser sa croissance économique durable et la prospérité de ses populations meurtries de pauvreté, de misère, de corruption, d'injustice et de mauvaise gouvernance. Tel qu'entretenu de l'indépendance à nos jours, ce rapport

partenarial contribue à développer plus l'économie occidentale, et ce au détriment de pays africains détenteurs et dépositaires des ressources minières énergétiques propices à leur industrialisation. Sous ce rapport partenarial, aucun pays sahélien n'a pu développer sa croissance économique, tout comme, les anciennes colonies africaines anglophones tels que le Nigéria, le Ghana...etc.

Au-delà de ses intérêts stratégiques poursuivis, la France ne vise qu'étendre et maintenir sa domination tant politique qu'économique à l'échelle du monde. Ce rapport dit partenarial maintient les pays sahéliens, pays en voie de développement, sous les supplices du néocolonialisme. Par conséquent, ces états généraux doivent interpellier les chefs d'Etats africains, quant à l'avenir de leurs pays dont ils sont responsables. Ces pays ne peuvent se développer et prospérer que dans le cadre d'un rapport partenarial équitable, c'est-à-dire basé sur l'égalité entre les parties contractantes. Dans ce contexte, René Dumont affirme :

Pour nous, la démocratie va de pair avec un développement local voulu et maîtrisé par ses acteurs directs. Pour nous, le commerce international ne devrait pas être l'enrichissement d'un partenaire et l'appauvrissement de l'autre, mais un mouvement de réciprocité. Il devrait permettre de construire la paix, ce qui n'est pas la guerre commerciale où le plus fort continue à s'enrichir aux dépens du plus faible. (René Dumont, 1991 : 98).

Vu sous cet angle, la révision des termes du rapport partenarial entre l'Afrique subsaharienne et la France est inéluctable si l'on souhaite vraiment installer des bases matérielles, réelles et solides indispensables à l'industrialisation en vue de promouvoir sa prospérité économique.

2.2. De l'industrialisation au développement économique fiable et durable

En vue de favoriser le développement du Sahel les chefs d'Etat africains doivent combiner leur efforts et stratégies de défense de lutte contre l'insurrection djihadiste et le pillage de l'essentiel de leurs ressources minières énergétiques. Pour cela, ils doivent songer à revoir les termes de ce dit rapport partenarial avec leur ancienne colonisatrice ou nouer des nouveaux rapports avec d'autres partenaires ou bailleurs de fonds les plus offrants et les plus équilibrés. Car la promotion de

l'industrialisation d'un pays qui aspire à sa prospérité économique fiable et durable, pense Ahmed Sékou Touré, invite les dirigeants et les peuples à une synergie de travail sans relâche tel qu'il le mentionne : « *nous devons travailler tout en consolidant davantage, chaque jour, les bases matérielles et morales de la liberté et de la souveraineté du peuple* ». (Ahmed Sékou Touré, 1974 : 9)

Conclusion

Au total, le sous-développement de pays sahéliens est lié à la mauvaise gouvernance de leurs dirigeants, au néocolonialisme, à l'incursion djihadiste et la prolifération de narcotrafiquants. Cet article a pour objectif de faire l'état de lieu de crises sécuritaires et de retracer des théories politiques incubatrices susceptibles d'être transformées en stratégies de développement fiable et pérenne au Sahel. De ce qui précède, il s'ensuit que le développement de l'Afrique subsaharienne dépend de l'intégrité, de la souveraineté de ses dirigeants et du travail collectif acharné de toutes ses populations dans la construction de l'unité nationale, qui est une construction rare et fragile, si l'on ne veille pas sur le respect strict de principes et de lois aptes à promouvoir le bien commun. Les dirigeants de l'Afrique subsaharienne doivent s'assagir et, combiner leurs efforts et ressources militaires pour en finir avec l'incursion djihadiste, la prolifération de la drogue et des armes dans le long du désert du Sahara. Par ailleurs, en vue de déclencher leur croissance économique durable, les dirigeants de pays sahéliens doivent songer à réformer leur rapport partenarial qu'ils entretiennent avec leur ancienne colonisatrice.

Aussi, pour pallier l'extrémisme religieux ou prévenir ultérieurement les protestations véhémentes populaires, le pouvoir politique doit recadrer les activités sociopolitiques et religieuses, d'une part, et distribuer équitablement, d'autre part, les richesses publiques du sommet jusqu'au dernier paysan pour que chacun puisse, à sa manière, réaliser son bonheur. Convient-il encore de noter que la démocratie également est porteuse des valeurs clés du « *vivre-ensemble* » prônées par l'islam. La démocratie et l'islam authentique, faut-il le notifier, sont deux systèmes de pensées et d'organisation sociale certes différents, parce que fondés sur des lois humaines et des préceptes divins, mais visent tous deux un même objectif, celui qui consiste à la réalisation d'une communauté du destin morale de l'humanité. Autant la démocratie vise la réalisation d'une vie sociale plus morale et plus civilisée, autant l'islam

cherche à unir et diriger tous les hommes sans exception de races, d'ethnies et de cultures autour de la bienveillance réciproque. .

Références bibliographiques

DUMONT René, 1991, *Démocratie pour l'Afrique*, Paris, Editions du Seuil.

FINLEY.I. Moses, 2003, *Démocratie antique et démocratie moderne*, Paris, Payot.

HANS Jonas, 1990, *Le principe responsabilité : une éthique pour la civilisation technologique*, trad. Jean Greach, Paris, Cerf.

HOBBS Thomas, Léviathan : *Traité de la matière, de la forme et du pouvoir de la république ecclésiastique et civil : deuxième partie : De la République, chapitres XII à XXXI*. Traduction de M. Philippe Foliot, Professeur de philosophie au Lycée Ango, Dieppe, Normandie. En ligne : [www.uqac.quebec.ca/zone30/classiques des sciences sociales/index.html](http://www.uqac.quebec.ca/zone30/classiques_des_sciences_sociales/index.html), consulté le 26/08/2015, p.6-7.

TOURE Ahmed Sékou, 1974, *Technique de la révolution*, Imprimerie Nationale-Patrice-Lumumba- Conakry.